

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
60, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

ABONNEMENT Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 6 fr. — »

## DR VICTOR KUHNE

C'est la mort dans l'âme que nous rédigeons ces lignes que nous n'aurions jamais pensé avoir le douloureux devoir d'écrire. Le peuple serbe vient de perdre le meilleur et le plus dévoué de ses amis. La Suisse un de ses fils les plus vaillants, le Dr Victor Kuhne. Sa mort mettra en deuil notre nation tout entière depuis l'Adriatique jusqu'au Vardar et depuis Lioubliana jusqu'à Monastir; là, partout, le nom du Dr Kuhne symbolisait l'aide fraternelle que le peuple suisse ne cessa de prodiguer à nos compatriotes durant toute la guerre. L'âme généreuse, l'esprit philanthropique, cet ami désintéressé des Serbes, après avoir payé de sa santé son dévouement à notre pays, se fit le plus ardent défenseur de notre cause à l'étranger. Aussi a-t-il acquis le droit à la reconnaissance de tous les Serbes, Croates et Slovènes, à l'union de qui il contribua de toutes ses forces. Esprit lucide, travailleur infatigable, il mit ses lumières au service de la juste cause yougoslave. Il vient de mourir de façon tragique, sous le poignard d'un insensé, et victime de son devoir professionnel qu'il ne déserta jamais.

Le Dr Kuhne possédait toutes les qualités du bon Suisse : probité, courage, modestie, simplicité. Ayant retrouvé ces mêmes qualités chez les humbles paysans serbes, il s'était épris de notre pays auquel il resta profondément attaché. Ce sont, pour ainsi dire, les affinités secrètes existant entre notre peuple et le sien qui lui firent tant aimer la Serbie. Le Dr Kuhne fut aussi dans son pays celui qui connaissait le mieux le problème yougoslave et la question balkanique.

Le souvenir de son nom ne périra jamais dans nos cœurs.

Pour donner un témoignage visible de notre gratitude, nous ouvrons aujourd'hui dans notre journal, d'accord avec nos amis du bureau de la presse serbe et yougoslave, une souscription dans le but d'ériger un monument à la mémoire de ce grand ami de notre peuple. Nous sommes sûrs d'avance du succès de cette manifestation, car s'il est un étranger qui ait bien mérité de notre pays, c'est bien l'auteur de l'ouvrage : « Ceux dont on ignore le martyre ». Ayant été le témoin des souffrances de notre nation, il les avait ressenties profondément et les fit connaître plus qu'aucun autre au monde entier. Personne n'est donc plus digne que lui d'avoir un monument dans notre Patrie libérée et unie.

M. D. Marinkovitch.

Notre rédaction a adressé à Madame Kuhne ce télégramme :

*C'est avec une immense douleur que nous apprenons la funeste nouvelle de la mort tragique de votre mari, cher et très estimé collaborateur de notre journal. En dépensant sans compter son énergie pour la cause de notre peuple et en soignant ses malades, il vient de poser sa vie sur l'autel de la patrie serbe en vrai héros. Le peuple serbe reconnaissant gardera un souvenir ineffaçable de son bienfaiteur, qu'il rangera parmi les victimes les plus précieuses de cette guerre.*

Voici quelques notes sur la vie de notre éminent et regretté collaborateur :

Fils du rédacteur M. Emmanuel Kuhne, le Dr Victor Kuhne n'avait que trente-deux ans. Il avait fait toutes ses études à Genève et fut camarade de classe de notre prince-Régent. Après avoir pris son doctorat à la Faculté de médecine, il répondit à l'appel que lui adressa notre pays, lors de la seconde guerre balkanique. Il se signala chez nous, notamment par le courage avec lequel il combattit les terribles épidémies qui dévastaient le pays. Il reprit ce rôle, en 1915, assisté cette fois-ci, par une artiste et une femme admirable, son épouse, Mme Bertha Racine, et ne quitta la Serbie que contraint par l'état de sa santé, au dernier moment, et non sans avoir emporté une documentation complète sur le mode de combattre de nos adversaires, particulièrement sur leur emploi des balles dum-dum, documentation décisive et qui ouvrit les yeux aux plus incrédules.

Il se fit, d'autre façon encore, le défenseur infatigable de la cause serbe. Il n'eut plus ni cesse ni repos qu'il n'eût exposé partout où cela était possible les arguments qui plaideraient pour nous.

Le journal ne lui suffit pas. Il se mit courageusement à écrire l'un sur l'autre plusieurs volumes, malgré son état de santé toujours précaire. Citons les trois principaux : « Ceux dont on ignore le martyre » ; les « Bulgares peints par eux-mêmes » et la « Macédoine ».

Depuis peu de temps, il dirigeait, à Leysin, le Sanatorium serbe, qui était également le fruit de son initiative.

Pour un homme aussi jeune, il avait, comme on le voit, une carrière extrêmement remplie déjà, plus remplie que celle de bien des hommes d'âge mûr.

### Les obsèques du Dr Victor Kuhne

Malgré la modestie du défunt, qui avait exprimé le désir que son inhumation eût lieu très simplement, la colonie serbe de Genève a cru de son devoir de dire un adieu au grand ami de notre peuple. Aussi de nombreux Serbes se sont-ils rendus à la gare de Cornavin pour saluer la dépouille mortelle du Dr Victor Kuhne, qu'ils ont accompagnée jusqu'au cimetière de Chêne-Bougeries.

M. Petrovitch, consul de Serbie et les étudiants serbes ont porté eux-mêmes en terre le cercueil recouvert du drapeau suisse. Une foule très nombreuse, émue et recueillie, a prodigué les témoignages de sa sympathie à la famille si cruellement éprouvée, tandis que quelques malades serbes, descendus de Leysin à Genève, ne cessaient de pleurer.

Sur la tombe, M. le pasteur Frank Thomas, après avoir prononcé une touchante allocution, pour soulager la grande douleur de la famille affligée, dit une prière. Ensuite notre rédacteur, M. Michel D. Marinkovitch, adressa un dernier adieu au défunt en ces termes :

Le cœur brisé de douleur, il me faut aujourd'hui prononcer des paroles d'adieu. Celui dont nous

devons nous séparer maintenant fut non seulement notre ami à nous tous, mais encore l'un des plus grands amis de notre pays qu'il considérait comme sa seconde patrie. Ce serait faire outrage à sa mémoire que de prononcer un long discours sur la tombe de ce travailleur infatigable qui consacra tout son temps à sa tâche, nous montrant par là le chemin que nous devrions tous suivre dans la vie.

Victor Kuhne fut l'orgueil et la fierté de ses amis et de sa famille, et comme citoyen faisait honneur à son pays par la noblesse de ses sentiments, par son attachement au devoir, par son dévouement à sa mission. Nous autres Serbes, et nous le considérons comme un des nôtres et nous étions très fiers de ce frère adoptif venu de la Suisse pour nous aider dans nos jours de détresse.

Nous avons décidé d'ériger à sa mémoire un monument dans notre pays. Nous estimons que celui qui a si bien défendu notre cause à l'étranger, celui qui a tant contribué à l'unité et à la libération de notre patrie doit avoir chez elle une place d'honneur. Nous aurons donc le privilège de l'avoir ainsi toujours parmi nous. Son souvenir ne périra jamais car il symbolise pour nous la charité inépuisable et le dévouement sans bornes, des qualités qui constituent le plus beau titre de noblesse de ce peuple démocratique.

Gloire au Dr Kuhne!

## Autour de la Paix

La conférence bat son plein. Les nombreuses décisions prises et les déclarations importantes publiées ces derniers jours montrent que l'état de ses travaux est déjà très avancé. On peut en parler en connaissance de cause ou du moins risquer certains jugements ou certaines critiques en se basant sur les faits qui viennent d'être portés à la connaissance du public par les communiqués officiels.

Les cinq grandes puissances entendent diriger les travaux de la Conférence. Aussi ont-elles adopté une méthode suivant laquelle ces puissances auront seules, à prendre part aux principales décisions. Les autres puissances, ou dites les petites puissances « Etats à intérêts particuliers » ne seront entendues que pour les questions qui les concernent plus spécialement. Pour les autres questions, ces Etats sont représentés de façon assez restreinte, n'ayant que cinq représentants sur quinze dans chacune des commissions.

Réserve faite de la non reconnaissance de notre unité nationale dont notre journal a déjà parlé ici-même, formulant sa protestation, le nombre des places attribuées à notre nation dans les diverses commissions pourrait être jugé satisfaisant. Mais c'est là plutôt une question de forme. Ce qui emporte davantage, c'est de connaître l'esprit régnant au sein de cet aéropage des grandes puissances qui s'est adjugé la direction des travaux de la Conférence. C'est la physionomie particulière de chacune des délégations et leur mentalité qui importe avant tout.

Dans le nouveau groupement qui constitue le concert des grandes puissances, il y a des courants divers qu'il n'est pas sans intérêt de signaler. Ainsi l'idéologie politique de M. Wilson qui se trouve à la tête de la délégation américaine diffère quelque peu de celle de M. Clemenceau ou de celle de M. Lloyd George; elle diffère encore davantage de celle du baron Sonnino dont la seule présence au sein d'une conférence qui a pour mission d'établir un ordre nouveau dans le monde constitue une sorte d'anachronisme. Ce n'est un secret pour personne, en effet, que le baron Sonnino est loin de représenter le courant des idées modernes et les tendances démocratiques de son pays. Ce courant concrétisé dans les groupes de Salvemini, du député Arca et de l'ex-ministre Bissolati, n'exerce aucune influence sur l'esprit de la délégation italienne dont tous les membres sont des nationalistes extrémistes.

M. Wilson poursuivant son idée maîtresse de l'établissement du nouvel ordre dans le monde ne songe, paraît-il, qu'à l'avenir, négligeant en quelque sorte le présent, ses dangers et ses besoins immédiats et mettant tout son espoir dans l'organisation de la Société des Nations, dans ses principes et ses lois, les sanctions et la force qu'il mettrait à son service.

Tout en adhérant à ces idées MM. Clemenceau et Lloyd George, ne jugent pas que ces mesures et ces moyens suffisent. Ils ne les acceptent que comme un supplément des garanties matérielles qu'ils se proposent d'exiger de leurs ennemis. Leurs pays ayant souffert davantage, une plus grande responsabilité pèse sur ces deux hommes d'Etat qui doivent songer à défendre leur pays contre un retour offensif de l'ennemi. En effet, on ne peut pas supposer que les Allemands en changeant la forme de leur gouvernement aient changé en même temps et immédiatement de caractère et qu'ils soient devenus un peuple pacifique. Une telle évolution ne s'accomplit pas du jour au lendemain. Il paraît donc indispensable de prendre des garanties territoriales sinon à titre définitif au moins provisoirement, quitte à les lui restituer au bout de quelques années, quand elle aura donné des preuves de son sincère désir de vivre à l'avenir en paix avec ses voisins. Dans cette guerre, l'Allemagne d'ailleurs n'avait-elle pas pris des garanties elle aussi contre des peuples qui pourtant étaient infiniment plus faibles? Une telle mesure serait d'autant plus nécessaire que l'Allemagne sortira de cette guerre agrandie de dix millions d'Allemands d'Autriche. L'occupation française de Palatinat comme la prise des colonies et de la flotte allemande entrent dans ses ordres d'idées.

Cette manière de voir nous rapproche de la paix.

L'harmonie entre les puissances victorieuses qui doivent faire partie de la Société des Nations n'en souffrira aucunement. Dans cet esprit également il faut comprendre l'occupation de la bande de territoire reliant le nouvel Etat tchéco-slovaque à l'Etat yougoslave, occupation qui est le seul moyen de protéger à l'avenir de ces Etats contre les Germano-magyars.

Aussi avons-nous été désagréablement surpris de voir la Conférence publier une déclaration dans laquelle elle reproche à quelques-uns des Etats alliés l'occupation de territoires ennemis. Notre étonnement fut d'autant plus grand que cet acte portait entre autre la signature du baron Sonnino et qu'il fut porté à la connaissance du public au moment où l'armée italienne occupe encore des territoires serbes, croate et slovène, donc des territoires alliés!

L'Italie a été dans cette guerre particulièrement favorisée par la chance, car son principal ennemi l'Autriche quitte la lutte presque anéantie. S'il y a une puissance de l'Entente que plus rien ne menace, c'est assurément l'Italie, on comprendrait donc encore que pour un surcroît de garanties, elle s'en aille occuper quelques bandes de territoires autrichiens. Cette action n'aurait rien d'irrational car elle n'irait pas à l'encontre de la paix. Mais occuper des territoires yougoslaves n'est-ce pas risquer de compromettre à jamais l'harmonie devant régner parmi les nations victorieuses?

C'est uniquement le désir de s'emparer de territoires yougoslaves qui lui fit commettre cette faute qui n'est pas encore irréparable. Pour la même raison, elle essaye au moyen d'une fiction étrange de considérer certaines des provinces yougoslaves comme le territoire autrichien. C'est encore pour cette raison qu'elle s'oppose à la reconnaissance du nouvel Etat serbe, croate et slovène, qui existe cependant en fait depuis deux mois.

Les grandes puissances ont-elles, elle aussi, adopté ce point de vue? Sinon, comment expliquer qu'après avoir accepté l'aide des armées yougoslaves combattant depuis une année déjà sur la côte mourmane, elles se refusent de reconnaître l'existence de leur Etat? C'est là une contradiction que l'aéropage des puissances siégeant à Paris aurait dû éviter à tout prix pour ne pas compromettre son autorité aux yeux des peuples du monde entier.

Tommaseo.

### Une interview de M. Stojan Protitch

Nous reproduisons, d'après le « Journal de Genève » du 30 janvier, une partie de l'interview qu'a eue M. Stojan Protitch, ministre-président du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, avec un des rédacteurs du « Secolo », actuellement à Belgrade :

« M. Protitch a déclaré qu'il y a beaucoup de raisons qui doivent engager l'Italie et le nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes à se mettre d'accord et à rester en bonne amitié et cela en raison de l'intérêt vital que les deux nations ont en commun de tenir les Allemands loin de l'Adriatique.

En ce moment, a ajouté M. Protitch, l'Italie se trouve toujours dans une grande contradiction. Elle n'a pas encore rejeté le traité de Londres, qui est si peu actuel, qui est si contraire au principe des nationalités qui a créé la nouvelle Italie. Ce traité, il faut que je vous le dise, est une offense à notre nation. L'équité autant que notre intérêt réclament que nous nous présentions immédiatement au congrès de la paix sans aucun traité secret et en premier lieu sans le traité de Londres, l'équité, l'intérêt et la modération réclament que la côte occidentale de l'Adriatique appartienne à l'Italie et la côte orientale aux Yougoslaves, aux Albanais et aux Grecs. On n'ignore pas, je pense, en Italie qu'à la victoire de la Piave, nous avons aussi contribué directement et indirectement tant sur le front qu'à l'arrière; notre nation a, en effet, prêté une aide importante à la désorganisation de l'Autriche-Hongrie et a concouru à obliger à demander la paix. »

## OFFRES MAGYARES

Depuis quelque temps, les Magyars emploient volontiers des expressions amicales en parlant des Serbes. Il n'est maintenant plus question de prodiguer des éloges à l'armée d'occupation, mais de tenter un rapprochement politique avec le nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Vaincus et isolés, conscients du jugement qui les attend, les Magyars cherchent un moyen qui leur permettra d'alléger le fardeau dont les a chargés la défaite. Dans l'état d'énervement et de surexcitation où ils sont, ils se laissent aller aux idées les plus fantastiques. L'une des rhapsodies magyares par excellence est précisément cette idée d'un rapprochement ou même d'une union avec les Serbes, Croates et Slovènes.

Il y a quelque temps, le duc de Connaught était candidat au trône de Hongrie; de même aujourd'hui les Magyars font courir le bruit analogue que les Yougoslaves cherchent un rapprochement avec la Hongrie, de sorte que le prince Alexandre monterait sur le trône de Hongrie. Ce pays serait uni au royaume des Serbes, Croates et Slovènes par une union personnelle, tout en conservant intactes ses frontières.

Le sérieux avec lequel la presse magyare envisage ce plan tout-à-fait fantastique prouve son origine magyare.

L'organe du feu comte Tisza « Az Ujsag » dit à ce sujet :

« Les Serbes, sinon officiellement, cherchent de moins notre amitié. Naturellement, nous devons aller à leur rencontre et même plus qu'à mi-chemin. Nous devons prendre toutes les mains qui nous sont tendues, celles des Serbes surtout, avec qui nous n'avons jamais eu de démêlés en tant que Magyars. Quelles qu'aient été nos relations pendant la guerre, par son attitude, son endurance et son acceptation de souffrances infinies, la nation serbe s'est rendue digne de notre hommage. De toutes les nations, c'est d'elle seule que nous pouvons dire: ils ont bien payé le prix de ce qu'ils ont atteint. Donc, nous devons accepter la main qui nous est tendue... »

On reste un peu perplexe en lisant ces lignes. L'organe de Tisza qui semait la religion de la haine pour tout ce qui était serbe, ne voit aucun inconvénient à jouer cette pièce sentimentale d'amitié. Il nous souvient pourtant que ce même journal, encore avant la guerre, terminait un article par ces mots inhumains: « Nous haïssons les Serbes ». Si nos voisins ont la mémoire un peu affaiblie, nous veillons bien, nous, à toutes leurs manifestations.

Un autre journal, le « Pesti Naplo », organe de la grande industrie, est encore plus explicite. Après avoir parlé de l'étonnant changement du sort de la Serbie, il continue: « La Serbie, elle aussi, a fait une plaie douloureuse au corps sanglant de la Hongrie. Mais soyons objectifs, et avouons que, à d'autres points de vue, nous ne pouvons faire aucun reproche à la Yougoslavie. Il semble que la morgue et la cruauté ne soient pas dans le caractère du peuple serbe, ni dans la politique du gouvernement yougoslave. Pourtant, le poids des souffrances et un succès aussi incroyablement rapide et complet pourraient servir d'excuse à une exploitation

brutale de la victoire. » Ces louanges ne sont qu'une introduction à la véritable idée, que voici: « Des relations yougoslaves et magyares seraient pour nous d'une grande valeur: au point de vue économique, elles nous tireraient de la situation difficile où nous sommes; mais le plus important, c'est que, par Belgrade, s'ouvrirait peut-être pour nous un chemin vers Paris ».

Donc, derrière cette très touchante amitié, se blottit l'espoir qu'à travers la Serbie, sur le tombeau de laquelle ils ont déjà prononcé des oraisons funèbres, ils pourraient se glisser jusqu'à Paris et y poursuivre leurs intrigues. Autrefois, les Magyars aimaient à dire — et à agir en conséquence — qu'il était nécessaire pour leur existence, de passer sur le corps de la Serbie. Aujourd'hui — quelle ironie du sort! — c'est à l'aide de cette Serbie condamnée à mort qu'ils cherchent leur salut.

Ces offres insidieuses ne valent pas l'encre nécessaire à leur impression. Non pas que le nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes exclue d'ores et déjà toute possibilité de relations de bon voisinage; notre peuple si profondément démocratique tâchera toujours de vivre en bonnes et sincères relations avec ses voisins, d'autant plus que, peuple de paysans-propriétaires, il ne pourra pas avoir de visées sur le domaine d'autrui après la récupération définitive de ses frontières nationales. Mais notre jeune Etat faillirait à son but s'il se laissait entraîner dans une politique de grande envergure. Nous ne construisons pas notre Etat pour y faire la politique, mais bien pour y vivre mieux et progresser dans la civilisation. Ce n'est qu'après un long travail de consolidation intérieure et d'amélioration matérielle, intellectuelle et morale, que nous pourrions faire notre possible pour nous entendre et nous rapprocher de nos voisins, à condition, naturellement, qu'ils poursuivent pour leur Etat les mêmes fins que nous.

En attendant cette ère de bonheur, songeons aux réalités actuelles, aux souffrances endurées, aux dommages causés. Il faut que quelqu'un règle cette dette dont nous ne sommes pas les auteurs; nos voisins magyars, qui nous font des offres si touchantes, feraient mieux de se préparer dès à présent à trouver les moyens de payer l'addition. C'est à eux qu'incombent en premier lieu la tâche de fournir les fonds nécessaires à la restauration de notre maison en ruines, puisque ce sont eux qui ont pris le plus activement part à la destruction.

Au lieu de penser à ces choses, très sérieuses celles-là, ils se hasardent dans le labyrinthe des formules politiques qui ont vécu.

Preuve de plus que le fond de la politique magyare est resté le même. Seul le nom a changé. Union personnelle, alliances défensives et offensives, et toutes combinaisons du même genre ne s'adaptent plus aux idées directrices du présent. Les Magyars ne voient-ils pas que ces choses-là sont surannées, à l'heure où l'arbitrage de l'humanité civilisée est en train de poser les fondements de la Société des Nations de demain!

Dr L. Popovitch.

## La Russie et la Conférence de la Paix

Notre collaborateur, M. Grba, nous prie de publier l'article suivant dont il assume l'entière responsabilité.

Plus ou moins les prophéties sur la durée et l'issue de la guerre mondiale se sont montrées inexactes, excepté une des plus anciennes, celle de Jean Bloch qui, dans son grand ouvrage sur « La Guerre Future », a prédit l'épuisement des vainqueurs aussi bien que des vaincus, ce qui impressionna le tsar Nicolas II à un tel point qu'il proposa la convocation d'une conférence internationale pour la création d'un tribunal pour la paix. La réalisation de cette idée fut, dès le commencement, sabotée par les représentants de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

A présent, il ne s'agit pas seulement de châtier les coupables et de leur demander des réparations, mais aussi de sauvegarder les intérêts des différentes nations en proportion avec leurs sacrifices. La Russie a perdu une masse formidable d'hommes. Sans ces immenses sacrifices, en trois ans d'une lutte acharnée et ininterrompue dans les secteurs du front russe, l'Entente aurait dû continuer la guerre encore trois ans, et encore est-il douteux, qu'elle aurait pu la gagner de façon à dieter la paix aux Germano-Magyars et aux Turco-Bulgares. Et voilà que, malgré tout cela, la Russie n'est pas représentée à la Conférence, tandis que la Roumanie, où ce ne furent pas des bandits bolcheviks, mais le roi et son gouvernement eux-mêmes qui conclurent une paix séparée, y est admise avec le droit de demander non seulement la Transylvanie à l'ennemi, mais encore de contester le Banat à la Serbie, cette fidèle alliée de l'Entente, et de prendre la Bessarabie à la Russie, laquelle a libéré la Roumanie du joug turc et l'a sauvée lors de l'offensive de Mackensen, en 1916. Voilà une contradiction qui pourrait nuire moralement à l'Entente, à la Société des Nations tant vantée avant d'être née, et partant à la paix future. Car le peuple russe, une fois remis des troubles actuels, oubliera peut-être ses sacrifices, mais l'humiliation que lui ont infligée ses propres alliés, il ne l'oubliera pas. Depuis 1818 déjà, il n'y avait pas de pays dont on eût tant médité dans la presse internationale que la Russie. En vérité, les conquêtes territoriales russes avaient atteint leur apogée sous le règne de Catherine II, tandis que les cinq derniers tsars firent la guerre au profit d'autrui, et ceux-là même qui en profitèrent, s'efforçaient le plus à calomnier la Russie.

A la Conférence d'aujourd'hui, l'Entente est toute puissante; mais dans l'avenir, sa puissance dépendra aussi du degré de justice dont elle aura su faire preuve envers l'ennemi qu'il s'agit de punir. Celle-ci a renoncé à tous les territoires en faveur des Polonais, pour créer une Pologne libre. Elle perd donc, pour ne parler que de cela, plus que l'Alsace-Lorraine et la Posnanie prises ensemble. De toutes les nations de l'Entente et de ses alliés, la Russie aura donc seule l'honneur de perdre, du territoire, la Russie qui a le plus sacrifié. D'après le traité de Londres, l'Italie devait gagner, sans parler de la Dalmatie, les parties slaves de l'Istrie, du pays de Gorizia et de Gradisca, à condition toutefois de « mener la guerre avec tous les moyens dont elle dispose » (art. II). Or, après Caporetto, l'Entente se vit dans l'obligation de sauver l'Italie, ce qui prouve que celle-ci n'avait pas pleinement répondu à ses engagements militaires. Et pourtant, elle espère obtenir la réalisation de ses revendications susmentionnées. La Russie, au contraire, a renoncé aux territoires polonais sans y être obligée par un traité, et elle s'est ruinée pour ses alliés.

La Russie désespérée s'est laissée dépouiller à Brest-Litovsk; mais par cela même, elle a entièrement démasqué l'impudence de l'impérialisme allemand et rendu possible à l'Entente de demander d'immenses réparations à l'Allemagne, ce qui n'aurait pu se faire, si l'Allemagne se fût montrée généreuse envers la Russie.

C'est donc une faute de la part de l'Entente de ne pas avoir admis la Russie à la Conférence. On prétend qu'il n'existe pas de plénipotentiaire juridique de l'Etat russe. Mais cela n'est pas exact. L'Entente ne peut négocier avec les bolcheviks, ces destructeurs de la démocratie russe, ayant refusé de le faire avec les autocraties des empires centraux. Cela va sans dire. Mais il lui reste encore à choisir entre deux possibilités fort honorables. La Russie pourrait être repré-

sentée ou bien par des membres de la Constituante russe dispersée, ou bien par le prince Lvoff, à qui les événements n'ont malheureusement pas permis de devenir le Wilson russe.

Pour ma part, je plaide pour Lvoff, et pour les raisons suivantes: Avant son abdication, Nicolas II l'avait nommé ministre-président, et ce choix est significatif, car le prince Lvoff avait été le président de l'Union des Zemstvos, c'est-à-dire un véritable représentant de la démocratie russe, une sorte d'anti-tsar, et, au surplus, un homme dont même les bolcheviks n'osent pas dire du mal; en abdiquant, le tsar transmit à son frère, Michel Alexandrovitch, la souveraineté de la dynastie des Romanoff. Mais Michel déclara au prince Lvoff n'accepter cette dignité que si la Constituante la lui confirmait. C'est donc le prince Lvoff qui est le plénipotentiaire légitime de la Russie jusqu'à la nouvelle réunion de la Constituante. Ce n'est que cette profonde modestie innée à tout homme de bien russe, modestie trop souvent incompréhensible à des gens d'autres races, qui a empêché jusqu'à présent le prince Lvoff de faire valoir ses droits. A côté de lui, c'est Sazonoff qui pourrait participer à la Conférence, ayant joui de la confiance de tous ceux parmi les Russes qui comprennent quelque chose à la politique étrangère. Ensuite viendrait Miklakoff, leader du parti des Cadets et représentant de la Russie intellectuelle; Savinkoff, leader des socialistes révolutionnaires de droite; enfin Bourtsch, partisan ardent de la coopération de tous les patriotes russes.

Ces cinq hommes se trouvent actuellement en France, et pas un Russe antibolchevik, soit en Russie, soit à l'étranger, ne trouverait à objecter à ce choix. C'est en acceptant ces hommes comme plénipotentiaires de la Russie, que l'Entente porterait le coup suprême au pouvoir des bolcheviks; si, au contraire, elle continue à refuser à la Russie une participation à la Conférence, ne craint-elle pas de s'attirer dans l'histoire le jugement de n'avoir su traiter la Russie ni en amie ni en ennemie, mais en alliée vaincue?

Quant à la conversation à laquelle M. Wilson convia, à l'île Prinkipo, les représentants de toutes les organisations — ou plutôt les désorganisations — politiques de la Russie actuelle, non seulement elle manque de tout fondement légal, mais, qui pis est, elle est d'une générosité fort mal placée envers les assassins et les voleurs et, par là, elle signifie l'humiliation de tous les Russes fidèles à l'Entente, ainsi qu'un désenchânement amer pour tous ceux, qu'ils soient Russes ou non, qui ont cru en une juste reconnaissance de l'Entente envers la vraie Russie.

Il a joué deux pièces théâtrales: « Une tasse de thé » et « Hey, Sloveni! » Se firent remarquer par un véritable talent.

## Les projets bulgares

Un nouveau courant politique en faveur de l'union personnelle entre la Bulgarie et le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, se fait sentir parmi les hommes politiques bulgares. Le but de cette nouvelle politique, qui ne devait profiter qu'aux Bulgares seuls, bien entendu, est par trop transparent. Les Bulgares veulent, en s'unissant à nous, échapper au châtiement qui les attend pour avoir organisé le carnage systématique de notre peuple durant trois ans. Cette union avec notre jeune royaume devrait les dispenser en outre de payer les dommages. Mais cette politique a aussi un but qui ne se trahit pas au premier abord. En fidèles serviteurs de la cause germanique, les Bulgares entendent y travailler à l'avenir aussi. La constitution de notre jeune et robuste Etat est indubitablement une défaite pour le pangermanisme et pour sa poussée vers l'Orient. Les Bulgares se sentent trop faibles pour l'attaquer du dehors; ils veulent s'introduire dans notre maison pour nous attaquer dans l'intérieur, pour

## FEUILLETON

### Les relations serbo-grecques

par St. STANOYEVITCH

professeur à l'Université de Belgrade

(Suite.)

Après le traité de Bucarest (1913), l'Autriche décida fermement d'écraser à tout prix la Serbie. Elle fut convaincue du danger que présentait pour la Monarchie dualiste cette petite nation, non à cause de sa propre force, mais à cause de l'attraction qu'elle exerçait sur tous les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie. La Serbie n'exerçait pas cette attraction seulement à cause de son idéal national, pour lequel elle aurait consenti tous les sacrifices, mais aussi à cause de la liberté entière et du véritable esprit démocratique qui régnaient chez elle.

Les hommes d'Etat autrichiens étaient en ce moment tellement déviés à affaiblir et à écraser la Serbie, que le jour même de la signature du traité de Bearest, le ministre autrichien des Affaires Etrangères avisa le gouvernement italien de l'intention de l'Autriche d'attaquer la Serbie. L'attitude chevaleresque de l'Italie déjoua à ce moment le danger que la Serbie était en train de courir. Peut-être aussi l'attitude de l'Allemagne, qui n'était pas encore prête pour la grande guerre, fut-elle aussi une des causes de l'ajournement du conflit.

Mais peu après, dès le commencement de l'année 1914, l'Allemagne décida de provoquer la guerre européenne. L'Autriche s'était, naturellement, associée de tout cœur à cette guerre, espérant qu'elle lui permettrait d'atteindre son principal but: écraser

la Serbie. Dans l'année qui sépara la signature du traité de Bucarest de la déclaration de la guerre européenne, l'Autriche envoya cinq ultimatus à la Serbie, la menaçant chaque fois de la guerre si elle n'accédait pas à ses exigences puérites et capricieuses. Enfin, elle réussit à attaquer la Serbie et à provoquer ainsi la guerre européenne et ensuite mondiale.

D'après l'attitude constante de l'Autriche-Hongrie et tous les procédés autrichiens envers la Serbie, il était clair que l'unique intention des hommes d'Etat de Vienne était l'écrasement de la Serbie. Devant cette évidente aspiration de l'Autriche et d'après l'esprit du traité serbo-grec, on pouvait se demander sérieusement si le « casus foederis » n'entrerait pas en vigueur, malgré que ce cas ne fut pas particulièrement envisagé. La Serbie pouvait très bien insister sur une pareille interprétation du traité d'alliance: lorsque les Grecs s'étaient trouvés, quelques mois auparavant, dans une situation analogue, la Serbie n'avait-elle pas déclaré formellement qu'elle estimait que le « casus foederis » devait entrer en vigueur dès que la Turquie attaquerait la Grèce?

La Serbie, attaquée par l'Autriche, n'insista pas pour prouver que la Grèce devait, d'après l'esprit du traité d'alliance, déclarer la guerre à l'Autriche. Elle ne savait pas quelle tournure pourraient prendre les événements, mais elle était sûre que la Bulgarie saisirait la première occasion pour attaquer la Serbie. Aussi le gouvernement serbe préféra-t-il ne pas insister sur une interprétation favorable à la Serbie; il aimait mieux s'assurer l'appui militaire de la Grèce pour le cas d'une attaque bulgare, qu'il savait inévitable et qu'il attendait. C'est ainsi que la Grèce est restée neutre au commencement de la guerre européenne.

Lorsque l'armée serbe commença à reculer, à l'automne de 1914, de la Drina, des négociations furent poursuivies entre la Grèce et la Serbie en vue de l'aide que la Grèce devait apporter à son alliée. Il semble que le gouvernement grec ait

donné alors l'assurance que cette aide serait effective. Mais entre temps, l'armée serbe remporta sa grande victoire sur la Koloubara et la question de l'aide grecque resta momentanément sans objet. Toujours est-il que la volonté du gouvernement grec d'aider la Serbie renforça encore la conviction du gouvernement serbe qu'il pouvait absolument compter sur la collaboration de la Grèce en cas d'une attaque bulgare.

En été 1915, après les grands succès remportés par l'Allemagne sur la Russie, toute une série d'intrigues et de projets furent machinés entre l'Allemagne d'une part, le tsar de Bulgarie Ferdinand et le roi de Grèce Constantin de l'autre. Ces intrigues étaient toutes à l'écrasement de la Serbie. Lorsqu'il devint de plus en plus clair que la Bulgarie attaquerait la Serbie, le gouvernement serbe ne douta pas un instant que le « casus foederis » n'entrât alors en vigueur pour la Grèce. Outre le traité et les assurances de la Grèce, le gouvernement serbe avait une confiance absolue en M. Venizelos, que l'on savait profondément convaincu de l'identité des intérêts gréco-serbes. On était sûr de sa parfaite loyauté, comme on pouvait être certain qu'il ne laisserait jamais douter de la loyauté de son pays.

Mais le président du Conseil des ministres de Grèce ne savait pas qu'en même temps et derrière lui le roi Constantin intriguait basement avec l'Allemagne et la Bulgarie, et qu'il s'était entendu avec elles pour mettre le comble à la fourberie et trahir la Serbie. Le gouvernement serbe ignorait, comme M. Venizelos, il était en ce moment en train de négocier avec ses Alliés, qui lui demandaient de grandes concessions territoriales au profit de la Bulgarie, pour la récompenser des services qu'elle devait rendre à la cause commune. La Serbie, cette fois encore, céda aux suggestions de l'Entente, qui la trouva prête à faire des sacrifices extraordinaires. Mais tout en acceptant ces sacrifices et en consentant à la rétrocession à la Bulgarie de territoires

## La controverse italo-yougoslave

Pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle et au début même de cette guerre, l'égoïsme national et l'impérialisme des peuples les plus forts dirigeant toute la politique. Mais, grâce à l'immense et longue souffrance de la guerre, les peuples ont acquis le sentiment très fort de la fraternité de tous les hommes, du droit à l'existence, à la liberté du plus humble d'entre nous. La grande idée de la Révolution française qu'un Etat, une nation ne doit réunir que les hommes d'une seule et même race atteint son plein épanouissement.

Dans le ciel rouge de tant de sang versé à cause des nations de proie qui se crurent supérieures aux autres et s'arrogèrent le droit de les subjuguier, se lève une aube nouvelle qui annonce le triomphe des idées d'égalité et de liberté de tous les peuples.

Le vieil idéal barbare et suranné qui guidait les peuples disparaît dans le grand chaos. Le frère ne lutte plus contre son frère pour l'asservir, parce qu'il est plus faible que lui et qu'il ne parle pas la même langue, il lutte pour s'affranchir et affranchir ce frère des bourreaux militaristes et impérialistes de l'humanité qui exploitent les peuples.

Un sourd frémissement agite aujourd'hui tous les peuples opprimés. Ils acquiescent dans cette fermentation des couches profondes le sentiment que la délivrance définitive ne descendra pas magiquement du ciel, mais qu'elle doit venir de la terre habitée, qu'elle doit monter des foules qui souffrent. Toute action qui s'exercerait de l'extérieur pour précipiter l'émancipation apporterait de nouveaux fardeaux et pourrait devenir prétexte à conquêtes, surtout si elle n'était pas sollicitée par les opprimés eux-mêmes, car seule est stable la liberté conquise par les masses populaires... C'est en vertu de ces principes et en qualité de démocrate yougoslave que nous protestons contre l'occupation de quelques contrées yougoslaves par l'armée italienne.

Grâce à la révolution qui a éclaté en Autriche-Hongrie, et qui a été commandée par nos compatriotes, le peuple yougoslave a conquis sa liberté par son propre effort; il a gagné sa place au soleil... Pourquoi faut-il qu'au lieu de l'aider à s'organiser après tant de souffrances et de ruines accumulées, quelques hommes d'Etat italiens tendent leurs mains vers le territoire yougoslave et sèment la discorde entre nos deux peuples? La situation de la défunte Autriche-Hongrie, telle qu'elle est, que l'Italie rêve de la reprendre? Est-ce par des agissements que l'on favorisera l'amitié et la confiance des peuples, base de la Société des Nations?

C'est le devoir des «hommes de bonne volonté» d'anéantir dans l'œuf ce conflit artificiel et d'éclairer les peuples intéressés sur leurs droits véritables.

Les diplomates italiens protestent de leur bonne foi et affirment avec énergie qu'ils ne réclament aucune parcelle du territoire yougoslave: ils ne veulent que l'exécution des clauses du traité de Londres.

Or, pour les hommes que nous sommes aujourd'hui, après quatre ans de guerre, ce traité est caduc pour quatre raisons majeures: 1. Il est en désaccord avec le droit qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes, principe que tous les Alliés ont fait leur; 2. C'est un traité secret au sujet duquel les populations intéressées n'ont été ni consultées ni averties; 3. La Russie, une des parties contractantes, fait défection; 4. Le président Wilson, interprète de la justice internationale, n'a pas signé ce traité.

Et sur quel droit s'appuient les diplomates italiens pour revendiquer l'exécution de ce traité? Sur ce simple prétexte qu'il donnerait à l'Italie ses frontières naturelles. Voici, à ce sujet, l'opinion du savant géographe M. Jean Cvijic, prise dans son livre «La Péninsule Balkanique»:

«Nombre d'écrivains italiens se sont efforcés de démontrer, au cours de cette guerre, que les frontières naturelles de l'Italie vers l'Est ne sont pas les frontières bien connues de la péninsule des Apennins. Elles empiètent, d'après eux, sur la péninsule balkanique jusqu'au partage des eaux entre la mer Adriatique et la Save, de telle façon qu'un grand parti de la région d'Adriatique, jusqu'à la chaîne la plus élevée, appartiendrait,

au point de vue géographique et naturel, à l'Italie et formerait en même temps la frontière reconnue comme nécessaire à sa sécurité. Pour appuyer ces prétentions sur des faits ethnographiques, les écrivains italiens prétendent que le nombre des Italiens était plus grand de l'autre côté de l'Adriatique, il y a quelques dizaines d'années, et qu'ensuite ils ont été slavisés.

Il est presque inutile de répéter les conclusions d'études géographiques et géologiques très connues et solidement basées, d'après lesquelles le Karst et le système dinarique sont parties intégrantes de la péninsule balkanique, et la frontière naturelle d'une péninsule comme l'Italie ne peut être que la mer Adriatique et ne saurait être cherchée au-delà. La sécurité stratégique de l'Italie, si elle est vraiment menacée du côté des Yougoslaves, est une question d'ordre politique et militaire qui n'a rien à faire avec les recherches scientifiques. Le seul argument équitable jusqu'à un certain point est celui selon lequel le nombre des habitants appartenant au parti italien en Dalmatie, dans le Quarnero et dans l'Istrie était plus grand il y a quelques dizaines d'années qu'actuellement. Mais ceux-ci n'étaient pas des Italiens, mais bien des Slaves italianisés. Après le réveil serbo-croate, ils sont revenus à leur nationalité primitive. Sauf dans l'Istrie occidentale et à Trieste, il n'y avait pas d'Italiens sur le littoral balkanique, même à des époques antérieures, en tant que nationalité. Des Italiens ne s'établirent là qu'individuellement, sauf à Zara et à Fiume où ils forment une importante minorité, et encore ces minorités sont-elles composées en grande partie de Slaves italianisés.

Après cet excellent plaidoyer de l'éminent géographe plus autorisé que nous en cette matière, nous n'ajouterons que ceci, c'est que des nécessités stratégiques entre l'Italie et la Yougoslavie ne nous importent en aucune manière. L'humanité doit songer à l'établissement de la paix perpétuelle et ce n'est pas en traçant des frontières stratégiques que l'on supprimera les causes de conflits.

La seule question que nous ne puissions pas négliger, c'est la question ethnographique. Pour l'établissement des frontières entre les Etats, le droit des peuples doit être respecté. La meilleure preuve que nous avons le droit pour nous, c'est que les journaux italiens ne nient pas la supériorité numérique des Yougoslaves dans la région julienne. Voici un passage cynique du «Corriere della Sera» pris dans un article très remarqué intitulé «Trop de zèle»:

Sans doute, de fortes divergences existent entre Italiens et Yougoslaves sur la fixation des frontières respectives. Mais est-il possible que ces divergences qui touchent à un territoire dans lequel 400.000 Italiens sont mêlés à 700.000 Yougoslaves au maximum, puissent devenir un problème européen des plus importants, des plus vitaux, des plus sérieux, sans égard à une nation qui pour servir la cause de l'Entente a versé son sang le meilleur.

S'il faut établir, au taux du sang versé, les bénéfices de la guerre, nous nous demandons si l'Italie occupera le premier ou le dernier rang; mais, en tout cas, elle seule de tous les pays alliés, réclame ce qui ne lui appartient pas et fait preuve d'impérialisme. L'effort et les sacrifices yougoslaves ne sont-ils pas égaux à ceux de l'Italie? Sans parler de notre armée de 500.000 soldats serbo-monténégrins qui a combattu avec les Alliés, sans évoquer la dévastation de la Serbie et du Monténégro, les souffrances du peuple serbe dans la retraite d'Albanie, nous avons le droit de demander: «Qui a fomenté la révolution en Autriche-Hongrie? Qui a facilité les victoires italiennes de Caporetto et de la Piave, si ce ne sont les Yougoslaves?» Les Italiens se sont engagés là vraiment sur un terrain scabreux.

Notre paix, la paix démocratique, la paix du président Wilson et des poilus héroïques ne doit pas être basée sur les sacrifices de la guerre, mais sur les principes de Justice pour être durable. Pendant le cataclysme mondial, nous avons eu assez de profiteurs de la guerre; nous ne voulons pas qu'il y ait maintenant des profi-

teurs de la paix. Les bénéfices de la paix doivent appartenir à tous les peuples: aux Yougoslaves aussi bien qu'aux Italiens ou aux Américains. Espérant avec M. Wilson que les conseils communs des hommes d'Etat du monde entier sauront arriver à une solution équitable du problème italo-yougoslave, nous dirons seulement que notre peuple qui a conservé sa conscience nationale pendant cinq siècles d'esclavage germano-mongole, saura résister à l'invasion italienne. Nous sommes un peuple pacifique, mais nous devons défendre notre existence, notre droit et notre liberté.

K. MARITCH.

## Le dossier noir bulgare

### Les officiers bulgares ou assassins

L'agence Reuter mande de Londres, d'après le communiqué officiel serbe, que la commission d'enquête sur les atrocités commises par les Bulgares a trouvé un memorandum officiel dans lequel un officier bulgare, le sous-lieutenant Petkoff, est cité comme ayant assassiné, pendu ou brûlé vivants une centaine d'habitants. Il est prouvé que dans le district de Vlasotinoi, les Bulgares ont commis 146 assassinats; 235 habitants furent soumis à la flagellation et 51 à des tortures. On a établi 24 cas d'enlèvement, 187 cas de chantage et extorsions, et 316 incendies criminels. Par ordre du lieutenant Stezaroff, commandant de Babuchnitza, de complicité avec le sous-préfet Denno Vamoff, 500 hommes, femmes et enfants de ce district ont été massacrés au couteau et à la baïonnette. Le théâtre du massacre est marqué par des crânes et des ossements.

### Pour exterminer les ecclésiastiques serbes

Le Bureau de presse serbe de Belgrade mande:

Les cruautés bulgares dans la Serbie occupée apparaissent de plus en plus affreuses. Les Bulgares s'acharnaient surtout contre les prêtres serbes. Le dossier officiel de l'enquête spécialement chargée de rechercher les prêtres disparus, a établi officiellement que les Bulgares ont tué 148 ecclésiastiques, dont un archevêque, 12 archiprêtres, 10 supérieurs de monastères, 101 prêtres et un diacre. L'archevêque d'Uskub, Vitchentia, a été tué et ensuite brûlé dans le défilé de Katchanik. On croit que ce meurtre a été commis sur l'ordre de l'archevêque bulgare, Neophit. Ces malheureux ne furent pas même inhumés, mais laissés en proie aux chiens. Un autre prêtre de Dolgonak, en Macédoine, fut tué avec 150 paroissiens. Le plus souvent, les victimes furent emmenées en dehors de leurs paroisses et tuées en route. D'autres furent enfermées dans la citadelle de Niche, où elles furent tuées par les soldats bulgares.

Près du village de Groumendja, deux prêtres furent tués sur l'ordre de l'officier bulgare Zaharié Stoyanoff, de Sofia; alors commandant de place à Béla-Palanka. Deux lieutenants bulgares, Jouroukoff et Karatsoff, arrêtèrent à Massouritsa un prêtre et trois officiers serbes, les dépouillèrent complètement et les mirent à mort au cimetière de Sourdoultitsa. Deux autres prêtres furent jetés dans la cave de l'école de Kralyévo-Séjo et ensuite précipités dans un puits. A Kralyévo-Séjo, les soldats bulgares attachèrent deux prêtres à un arbre et les tuèrent ensuite.

En pleine ville de Prokuplyé, les soldats bulgares fusillèrent un prêtre devant l'église. Devant le monastère de Saint-Marc, près de Prizrend, trois moines furent tués. Le prêtre bulgare Verban Verbanoff tua de sa propre main un prêtre serbe à Nagoritchané, coupable de s'être déclaré Serbe.

faire sauter notre édifice et détruire ainsi notre résistance contre les Germains. Mais à part ces arrière-pensées des Bulgares, voici ce que dit à ce sujet «La Samou-prava» de Belgrade:

«Au début de la grande guerre mondiale, quand l'Autriche-Hongrie attaqua la Serbie, l'impossible fut fait du côté serbe pour décider la Bulgarie de rester fidèle au véritable devoir d'un Etat jeune et libre.

La Serbie offrit à la Bulgarie d'importants avantages territoriaux en Macédoine (presque tout ce que donnait le traité d'alliance de 1912) et, de plus, la possibilité d'un accroissement en Thrace et ailleurs. Tout cela fut insuffisant pour les Bulgares qui se précipitèrent sur l'appui allemand, qui leur promettait toute la Macédoine, une importante partie de la vieille Serbie et toute la région de la Morava serbe.

Dans les événements suivants, les Bulgares jouèrent un rôle sacrilège, massacrant, violant, volant, tentant de supprimer tout ce qui était serbe.

Le plus triste et le pire fut que, pendant ces sauvages orgies des Bulgares, nul, en Bulgarie, n'éleva la voix contre ces actes coupables. A ce moment, tous les partis bulgares ont approuvé la politique du Cabinet Radoslavoff. M. Bobtcheff lui-même n'eut pas un mot de pitié pour les souffrances des Serbes; pas un mot de protestation contre les terribles massacres de la race serbe par les mêmes Bulgares, pas un mot de condamnation contre les sanglants assassins.

Un gouffre profond et un terrible abîme séparant les nations serbe et bulgare ont été creusés avec la collaboration active de la nation bulgare, le public et le parlement ayant approuvé la politique qui créa cet abîme et ce gouffre.

L'assurance que les Bulgares donnent de la punition des criminels ne suffit pas à réparer complètement tous les maux commis et n'est pas même réalisable dans

**Toute cette argumentation est lamentable, contraire aux véritables intérêts du peuple serbe. La Roumanie, la Serbie, les Serbo-Croates et des Slovènes.**

Les Bulgares voulurent que la répartition des territoires fût résolue par la force brutale allemande, magyare, turque et bulgare. Cette force est actuellement écrasée et elle attend la condamnation.

Cette question sera tranchée par d'autres qui la résoudre d'une façon toute différente, répondant à la réalité et aux résultats de la guerre, perdue par la Bulgarie.

### Le prince Alexandre aux Tchécoslovaques

L'Agence tchécoslovaque de Genève nous communique le télégramme suivant, par lequel S. A. R. le prince-régent Alexandre a rendu hommage à l'armée tchécoslovaque en Sibirie et à la nation serbe:

Les Tchécoslovaques combattaient, sur tous les champs de bataille, nos ennemis, comme le firent les soldats de Léonidas. Après de pénibles combats et de formidables souffrances, le soleil de la Liberté s'est levé sur vous, Tchécoslovaques! Les Tchécoslovaques luttèrent non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour la cause de la civilisation, surtout pour celle de la civilisation slave.

serbes, le gouvernement présidé par M. Pachitch exprima aux Etats alliés l'avis que la Bulgarie se rangerait aux côtés des Empires centraux, malgré toutes les concessions qu'on pourrait lui consentir.

En effet, la Bulgarie qui venait de traiter avec l'Allemagne, et savait que la Grèce ne l'attaquerait en aucun cas, publia l'ordre de mobilisation. Le gouvernement serbe savait très bien ce que signifiait la mobilisation bulgare et contre qui elle était dirigée: une attaque immédiate contre la Serbie devait la suivre de près. Il fit donc tout son possible pour faire comprendre aux Alliés que la Bulgarie se dresserait contre l'Entente. Mais la compréhension erronée des circonstances de la vie balkanique et l'ignorance des choses de Bulgarie étaient alors générales dans tous les milieux de l'Entente. Très énérvé par la déclaration de la mobilisation bulgare, le ministre russe des Affaires étrangères, M. Sazonoff, certifia à M. Spalakovitch, ministre de Serbie à Pétrograde, que la Bulgarie n'attaquerait jamais la Serbie, et ajouta qu'il pouvait garantir sur son honneur que cette crainte n'était due qu'à la folie et à la nervosité des imaginations serbes. Il est à noter que ceci se passait après la mobilisation bulgare et quelques jours seulement avant la déclaration de la guerre à la Serbie! En même temps, le ministre anglais de la guerre, Lord Kitchener, conseilla au gouvernement serbe de concentrer toutes ses troupes sur la frontière du Nord, parce que la Serbie ne devait pas éprouver la moindre inquiétude pour sa frontière de l'Est.

Le gouvernement serbe trouva qu'il était très fâcheux et même périlleux que l'attitude de la Bulgarie fût si mal comprise par les Alliés. Il n'en conçut cependant pas immédiatement de grandes inquiétudes pour l'avenir du pays, car il continuait à croire, que, si une attaque bulgare se produisait, il verrait sans doute la Grèce, qui était en l'occurrence son allié le plus naturel lui venir aussitôt en aide. Cette conviction fut encore fortifiée

par la mobilisation grecque qui succéda, immédiatement, à la mobilisation bulgare.

Je me rappelle encore fort bien comment tout le peuple en Serbie se sentit revivre dès qu'il apprit la mobilisation grecque. Il fut rempli de l'espoir que tout irait fort bien. On savait que le traité serbo-grec existait; que le cas de l'attaque bulgare contre la Serbie ou la Grèce avait été particulièrement prévu; qu'à la tête du gouvernement grec se trouvait justement l'auteur de ce traité, qui comprendrait et sentirait mieux que personne, surtout dans ce cas, la communauté des intérêts serbo-grecs. Pour toutes ces raisons, la mobilisation grecque raffermi l'opinion publique, aussi bien que le gouvernement serbe, dans leur conviction, que la Grèce se rangerait aux côtés de la Serbie.

C'est sur la base de cette supposition bien rationnelle que furent prises toutes les dispositions de combat pour l'armée serbe. La partie sud de la frontière orientale de la Serbie resta sans troupes, puisqu'elle devait être la zone d'opérations de l'armée grecque.

En dehors du roi et de la reine de Grèce, personne ne savait ni en Serbie ni en Grèce, que tout ceci était arrangé et combiné traîtreusement et secrètement, pour que la Serbie fût plus sûrement écrasée et ruinée. Les auteurs de ces projets d'anéantissement ne se contentaient pas d'une attaque des Empires centraux combinée avec une action de l'armée bulgare qui poignarderait l'armée serbe dans le dos. L'exécution d'un tel plan aurait déjà amplement suffi pour maîtriser et subjuguier un pays qui venait de subir deux guerres sanglantes et qui se battait déjà depuis un an avec l'Autriche-Hongrie. Mais il ne s'agissait pas seulement d'assurer une victoire certaine, il fallait aussi anéantir complètement la Serbie et détruire, s'il était possible, avec le moins de pertes et de sacrifices, l'armée serbe qui se montrait gênante. Ce dessein n'était réalisable qu'au moyen d'une fourberie sans nom. Et c'est cette tâche horrible que devait accomplir et qu'accomplit le roi Constantin.

J'étais depuis longtemps convaincu que la non-exécution des clauses du traité serbo-grec était un des plus grands crimes perpétrés par le roi félon d'Athènes. Mais un autre crime commu: c'est d'avoir par sa fausse mobilisation trompé complètement la Serbie, qui était en droit de croire absolument à l'entrée en guerre de la Grèce, bien que, dès le début, le roi Constantin eût déclaré de n'entreprendre aucune action. S'il avait honnêtement déclaré à temps qu'il n'estimait pas qu'en la circonstance le «casus foederis» dût entrer en vigueur, et qu'il eût ainsi interprété à sa façon le traité gréco-serbe, sa faute eût été fort amoindrie. Mais il n'en fut pas ainsi. Le roi Constantin tint au pouvoir M. Venizelos, qui était résolu à remplir les obligations de la Grèce envers la Serbie et qui déclara la mobilisation de l'armée grecque. Et cette mobilisation, le roi de Grèce voulut qu'elle ne fût qu'une mobilisation feinte. Il l'ordonna dans l'unique intention de tromper la Serbie, qui devait continuer à baser son plan de campagne sur de fausses suppositions.

(A suivre.)

## Souscription pour l'érection d'un monument au D<sup>r</sup> Victor KUHNE

MM.	
Nicolas Petrovitch, consul de Serbie	50.—
Michel D. Marincovitch	50.—
Dr L. Marcovitch	50.—
Vl. Matievitch	50.—
Dr Lyouba Popovitch	10.—
Dr Lyouba Percovitch	10.—
St. Théodarevitch	10.—
M. Taditch	10.—
Total	240.—

Les souscriptions seront reçues avec reconnaissance à la rédaction de La Serbie, rue du 31-Décembre, 69.

Une voix de la presse yougoslave

# Ils ont oublié...

Les journaux serbes, croates et slovènes qui nous parviennent sont remplis de protestations indignées contre l'occupation de notre littoral par les Italiens. Ils publient souvent leurs articles en français et en italien, dans le but, évidemment, de faire mieux connaître aux Alliés la question yougoslave et la véritable situation du pays. Cette circonstance qu'ils écrivent en langues accessibles à l'intelligence des hommes politiques alliés, constitue un avertissement sérieux aux représentants des puissances siégeant à Paris, dont les travaux ne doivent pas être exposés au régime des complications et de dérangements imprévus.

Nous donnons ci-dessous l'article « Ils ont oublié... », paru en français dans la « Voix des Serbes, Croates et Slovènes » du 14 janvier, l'espace ne nous permettant pas de reproduire d'autres articles, ainsi celui en italien: « L'Italianità della Dalmazia », article très documenté paru dans le « Novo Doba » du 10 courant.

Qui?

Les nationalistes italiens, ceux de l'« Idea Nazionale », du « Giornale d'Italia », du « Messagero », les socialistes et internationalistes genre Mussolini que la guerre a révélés à eux-mêmes et qui se sont découverts comme étant « des nationalistes dans le sens le plus complet du terme ».

Ils ont oublié que la France, l'Angleterre, les Etats-Unis sont descendus en lice contre l'injustice et l'oppression, pour défendre les petites nations et les arracher des griffes des grandes.

Ils ont oublié que l'Italie s'est mise du côté de l'Entente pour délivrer ses concitoyens et non pour s'assujettir des Slaves.

Ils ont oublié que le pacte de Londres ne fut signé ni connu de Wilson, ni de la Serbie.

Ils ont oublié que, dans le pacte de Rome, le gouvernement italien a reconnu les aspirations légitimes des Yougoslaves, que c'est précisément appuyé sur eux (eux que Mussolini appelle maintenant de « so-disant rebelles ») et sur les Tchèques de l'Italie, comme le reconnaît l'« Epoca », qu'il eut le courage de proclamer du Campidoglio que l'Autriche-Hongrie devait se déterminer, et que ce fut ce jour-là qui déterminait la victoire. C'est peut-être en hommage à la théorie des « pezzi di carta » que l'on a oublié cela, mais il faut convenir qu'il serait plus honnête de se le rappeler.

Ils ont oublié que l'Italie doit son existence aux mêmes principes en vertu desquels la Yougoslavie réclame pour elle tout ce qui est yougoslave, Gorizia, l'Istrie et la Dalmatie, comme le leur rappelait le 2 décembre notre régent, le prince Alexandre, dans le discours qu'il tint à Belgrade aux délégués du Conseil National de Zagreb.

Ils ont oublié les paroles du pape Benoît XV qui, dans son appel du 29 juillet 1915, adressé « aux peuples qui combattent et à leurs chefs », leur rappelait « que les peuples ne meurent pas et que, lorsqu'ils sont humiliés et opprimés, ils portent leur joug en frémissant, et préparent leur délivrance en léguant de génération en génération le triste héritage de la haine et de la vengeance ».

Ils ont oublié l'histoire. Et ce n'est pas de l'histoire ancienne. Depuis 1772, la Pologne démembrée attendait de voir ses membres réunis de nouveau en un seul Etat, et trois empires sont tombés pour quelle n'ait pas attendu en vain. L'annexion de l'Alsace-Lorraine vient aussi d'être vengée. Et par quelles hécatombes! Et au prix de quelles humiliations et de quels sacrifices pour le triomphateur de 1871! Va-t-on créer une nouvelle Alsace-Lorraine, une nouvelle Pologne le long de la côte orientale de l'Adriatique? Le sort des oppresseurs d'hier ne constitue-t-il pas un memento suffisant pour ceux qui aspirent à le devenir aujourd'hui?

Ils ont oublié, MM. les nationalistes et « internationalistes » italiens, avec quelle énergie indomptable, avec quel violent amour de la patrie les peuples balkaniques, les Serbes les premiers, surent attendre le moment de secouer le joug turc et verser leur sang le plus noble pour recouvrer leur liberté. Ces messieurs ont oublié que c'est précisément la question yougoslave non résolue qui a mis le feu au monde. Ils ont oublié que la minuscule Serbie de 3 millions d'habitants, déjà affaiblie par deux guerres ne craignit pas de se jeter sur le colosse austro-hongrois et qu'elle réussit à lui infliger à elle seule, des désastres humiliants. Et ils oublient que cette Serbie est devenue aujourd'hui une Yougoslavie de 12 millions d'habitants, et que le régent Alexandre déclara dernièrement qu'il serait auprès du dernier Yougoslave pour défendre le dernier pied de terre yougoslave.

Ils ont oublié que l'indépendance des provinces slaves du sud de feu l'Autriche-Hongrie a été proclamée le 29 octobre; que la formation du nouvel Etat a été

annoncée aux puissances, l'Italie comprise, le 31 de ce même mois; que, déjà le 29 octobre, le gouvernement austro-hongrois moribond léguait au nouvel Etat yougoslave qui possédait toute sa côte de l'Adriatique, sa flotte, ses arsenaux et ses ports de guerre et que l'occupation militaire de nos provinces de l'Adriatique est postérieure à cette date; et, enfin, que le traité d'armistice, signé le 3 novembre entre Diaz et les plénipotentiaires d'un Etat qui n'avait pas le droit de disposer de ce qui ne lui appartenait plus, ne constitue aucun titre pour l'Italie pour s'emparer de ce qui est à autrui. Il peut très bien se faire que la cession de la flotte autrichienne à l'Italie ait été « la dernière perfidie des Habsbourg, qui par cet acte infectait l'atmosphère italo-yougoslave des germes de collisions futures », comme l'affirme Luciano Magrini dans le « Messagero », mais cela ne change rien à la question. L'Italie savait très bien, pour en avoir reçu la notification de notre gouvernement, trois jours auparavant, que l'Autriche-Hongrie ne possédait plus de flotte: elle devait régler sa conduite sur ce fait et ne pas faire comme si elle ne savait rien, pour avoir un motif plausible de s'emparer de la flotte convoitée.

Ils ont oublié enfin toutes les belles paroles sur la liberté, sur la libre disposition des peuples, sur le principe des nationalités, sur la paix sans annexions (dont ils avaient plein la bouche il y a quelques mois, et ils parlent maintenant de victoires (?) qui donnent droit à des conquêtes, de « so-disant rebelles » ou « anti-italiens », de « so-disant rebelles » de l'Adriatique, d'une « Italie » ennemie « au dedans et au dehors », de « so-disant rebelles » affirmant « que l'Italie n'a jamais été » meilleure de son sang pour voir surgir « l'ennemi encore ». Ils oublient, là aussi, qu'il n'y a rien de plus facile que de se faire la guerre de l'Entente était une guerre de la civilisation contre le militarisme. Comment donc s'imaginer que l'Entente veuille greffer le militarisme d'un vieil Etat sur une nation à peine délivrée? Que pense faire la Yougoslavie d'une flotte? Quelle nécessité la pousse à demander sa propre marine de guerre dans l'Adriatique? Est-ce la trouble vision de la possibilité d'un nouveau conflit?

Assurément, cher M. Magrini, il est bien plus simple de réunir les 300.000 tonnes de l'ex-flotte austro-hongroise à la flotte italienne. Pour l'Italie, ce serait là, naturellement, une diminution de sa puissance militariste (selon le 4e des fameux 14 points de Wilson). Mais permettez-moi de vous demander à mon tour: « Que pense faire l'Italie d'une telle flotte? Quelle nécessité la pousse à prétendre à une marine de guerre augmentée de plus de la moitié? Est-ce la trouble vision de la possibilité d'un nouveau conflit? Et avec qui? Avec la Yougoslavie sans flotte? Non. Avec qui alors? »

A. P.

## Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes

A l'occasion du premier de l'an orthodoxe, M. Trumbitch, ministre des affaires étrangères du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, a adressé à S. A. R. le prince régent Alexandre le télégramme suivant:

Je suis heureux que notre peuple aux trois noms, tout entier, ait salué en Votre Altesse son prince régent et l'héritier présomptif du trône du royaume des Serbes, Croates et Slovènes. J'ai la ferme conviction que sous la conduite de Votre Altesse Royale, son futur souverain légitime, notre peuple uni obtiendra pleine satisfaction pour ses justes revendications.

Trumbitch.

S. A. R. le prince Alexandre a répondu par le télégramme suivant:

J'ai reçu avec satisfaction le télégramme par lequel vous me faites connaître avoir prêté serment à mon auguste père, le roi Pierre, à la Constitution et aux lois, en qualité de premier ministre des Affaires Etrangères du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, certain que vous mettez au service de notre nouvelle formation votre entière capacité et votre entière énergie.

Je vous souhaite bon succès dans l'exercice de votre tâche, pour le bien de la patrie, et vous adresse l'assurance de mon inaltérable bienveillance.

Alexandre.

## Les Bulgares nient l'évidence

Dans un des numéros de l'« Impartial Vaudois » (actuellement « Impartial Suisse »), a paru un article intitulé « Le martyre de la Macédoine » où l'auteur, un Macédonien, M. Kitincheff s'en prend à « La Serbie » et prétend que calomnier ses voisins bulgares est le mot d'ordre des dirigeants et journalistes serbes.

Cependant toutes les informations que nous publions au sujet des atrocités bulgares sont basées sur des documents positifs dont les sources sont rarement serbes et même nous sont fournies à l'occasion par les Bulgares! M. Kitincheff conteste que les Serbes, pendant l'occupation bulgare aient été forcés, sur l'ordre du gouvernement bulgare, de livrer tous les livres en langue serbe; il conteste que les écoles serbes aient été fermées et qu'à leur place, on ait ouvert des écoles bulgares, que les noms serbes aient été changés et enfin que les Bulgares aient décapité les Serbes et joué au football avec leurs têtes. Il baptise ces informations de « mensonges monstrueux que seuls les rédacteurs de « La Serbie » sont capables d'inventer ».

En réalité, ce ne sont ni « La Serbie » ni ses rédacteurs qui ont écrit l'article donnant de tels détails sur les atrocités bulgares, mais bien « La Gazette du Littoral », du 4 mai, paraissant à Fiume, en Autriche-Hongrie. Cet article de la « Gazette du Littoral » a donc passé sous les yeux sévères des censeurs autrichiens et s'ils ont laissé paraître ces signes accusateurs, c'est que l'auteur a pu présenter des preuves irréfutables de la culpabilité des Bulgares. D'ailleurs cet article que nous n'avons fait que reproduire dans « La Serbie » a été précédé d'une note indiquant clairement sa source. M. Kitincheff a également lu cette note, mais la cause dont il se fait le défenseur exigeait qu'il attributât à « La Serbie » l'article de la « Gazette du Littoral », au mépris de toute vérité.

La conduite des Bulgares envers notre population dans la Serbie orientale et la Macédoine fut d'ailleurs si atroce que le cas ci-dessus n'est malheureusement pas le seul où même les alliés des Bulgares, révoltés de leurs méfaits, se sont dressés contre les assassins de tout un peuple. Oskar Jaszi dans le « Vilag » journal hongrois du 9 décembre 1917, blâme le régime impitoyable institué par les Bulgares dans la Serbie occupée. L'officier hongrois Ador Mandi, en fait autant dans le « Magyar Fegelyo » du 28 juin 1917. Le député Ribar, dans la séance du 28 juin 1917 du Parlement autrichien, a interpellé le gouvernement au sujet des atrocités inouïes des Bulgares et a réclamé du gouvernement autrichien qu'il imposât à Sofia son autorité en faveur de la malheureuse population serbe. Une population semblable a été exposée à la Diète de Zagreb.

Les neutres, eux aussi, nous ont apporté des témoignages déchirants relatifs aux actes de barbarie commis par les Bulgares. Nos lecteurs connaissent déjà les compte-rendus que M. le professeur Reiss a fait parvenir aux journaux d'ici. On se rappelle également les deux meetings que les citoyens suisses de Genève et de Lausanne organisèrent pour protester contre le régime bulgare en Serbie occupée. On se rappelle encore la réponse que M. Radoslavoff, ministre-président, daigna donner à ces manifestations. « Nous faisons la guerre, dit-il, l'opinion des Genevois nous importe peu ».

« La Kambana », journal bulgare, du 17 juillet 1918, a publié le communiqué de l'état-major bulgare de la Morava qui confirmera nos informations en ce qui concerne les écoles, les églises et les livres en langue serbe: « Les livres écrits en langue serbe, dit ce communiqué, nous les confiscuons et les utilisons pour en faire du papier neuf avec lequel nous éditerons des livres en langue bulgare ».

Les Anglais qui avaient toujours eu une faiblesse pour les Bulgares, sont maintenant indignés contre eux et révoltés par leurs actes, car ils se sont convaincus sur place de la réalité des crimes commis par eux. Le « Times » a publié de nombreuses informations sur les abominables traitements infligés par les Bulgares aux prisonniers de guerre et à la population serbe. Nous avons précisément sous les yeux le « Times » du 20 novembre dernier qui contient le compte-rendu de son correspondant de Sofia:

« Les populations serbes et grecques déportées, dit ce correspondant, ont été traitées en Bulgarie avec une cruauté horrible... Parmi ces internés, le nombre des morts dépasse celui des vivants. »

« Je suis informé aujourd'hui officiellement que 53.000 Serbes seulement ont survécu sur un nombre total de 100.000 internés. Sur 8000 prisonniers Serbes enfermés dans le camp de Haskovo, 5.000 au moins sont décédés... Sans l'ombre d'un doute, l'esclavage du plus abominable type connu de l'histoire moderne ou ancienne a été pratiqué pendant la guerre actuelle par la Bulgarie. » Devant M. le Dr Ferrière et M. Georges Warner, de Genève, un lieutenant aviateur anglais a fait cette déposition: « Lorsque j'atterris, l'officier Cicoff me prit tout mon argent et ma bague. Sur 1.000 soldats anglais internés, 65 moururent par suite de mauvais traitements. Le lieutenant Millars en devint fou... Un lieutenant français disait: « Pour les Bulgares, il n'y a pas de prisonniers de guerre, tous sont des esclaves. » Les officiers de la 11e armée bulgare déclaraient que la Bulgarie ne tient aucun compte de la Convention de Genève. »

Nous avons aussi sous les yeux le « Temps » du 2 novembre qui dit: « Une dépêche d'Uskub confirme la nouvelle de la déportation en masse de la population dans la Macédoine du Nord opérée par les Bulgares pendant l'occupation. Cent mille Serbes ont été déportés d'une façon barbare et sans précédent dans l'histoire. Les Bulgares les renvoyait maintenant en les forçant de partir à pied et en les tuant en route. » Cela n'empêche pas les Bulgares de soutenir que cette même population est bulgare.

Voilà quelques faits recueillis hâtivement par nous et présentés à bâtons rompus, mais qui suffisent à montrer que ce sont les étrangers qui disent ces choses et non pas « les dirigeants et journalistes serbes ». En 1913, les Bulgares ont pu s'embusquer quelque peu derrière la thèse que ce qu'on voit de loin se présente autrement, mais aujourd'hui que les Anglais et les Français, ainsi que les Austro-Hongrois, leurs anciens alliés, se sont rendus compte sur place de tout ce qu'ont fait les Bulgares, ceux-ci ne peuvent que paraître ridicules en s'efforçant de

nier l'évidence. Ceux qui connaissent les Bulgares ne s'étonneront pas, par exemple, que les Bulgares aient joué au football avec des têtes humaines. Déjà au Xe siècle, les Bulgares, dont les instincts sauvages contrastaient avec ceux des peuples slaves, se distinguaient par leurs atrocités coutumes. « Sous le règne de Léon II, écrit l'abbé Courval parlant de l'Empire romain d'Orient dans son cours d'histoire, les Bulgares reprirent les armes, firent un grand nombre de captifs et les renvoyèrent à Constantinople après leur avoir coupé le nez. »

Après cet exposé relativement bref, nous nous trouvons en face de ce dilemme: ou bien les Bulgares ne disent pas la vérité, ou bien c'est le monde entier, y compris les alliés des Bulgares. Nous nous en remettons au jugement impartial de nos lecteurs pour dire laquelle de ces deux alternatives est la bonne. Quant à nous, nous pouvons que déplorer le triste sort qui nous force à être en contact avec un peuple aussi barbare que le sont les Bulgares.

M. T.

## La fête de Saint-Sava à Genève

« Vila », société des étudiants serbes, croates et slovènes a organisé, le 27 janvier, dans la Salle Communale de Plainpalais, une grande soirée commémorative en l'honneur de la fête nationale de Saint-Sava, fondateur de l'Eglise serbe. Les premiers artistes de Genève ont tenu à prêter leur gracieux concours à cette solennité et témoigner ainsi leur sympathie envers notre peuple. Ce fut notamment Mme Ketten, Mlle Reesgen, MM. Ketten, Bartossa et Deroua; M. Closset se fit remplacer par M. Deroua, Mlle Graebner et M. Beckmans furent empêchés d'assister.

Les deux chansons: « Gloire aux héros morts pour la Serbie » (paroles et musique de M. Ketten) et « Chant de victoire pour la Serbie » (paroles de M. Lorrain et musique de M. Ketten) provoquèrent surtout la vive approbation de nos compatriotes. Leur satisfaction fut complétée par la belle audition de ces chants par Mme Ketten.

Les étudiants de la « Vila » ont ensuite joué deux pièces théâtrales: « Une tasse de thé » et « Hey, Sloveni! » Se firent surtout remarquer par un véritable talent qui reste encore à cultiver, MM. D. Vaitichkovitch et A. Trifounovitch.

La fête débuta par un sympathique discours que prononça M. le pasteur Frank Thomas et dont voici un extrait:

Mes remerciements de m'avoir invité à votre fête de Saint-Sava, fête joyeuse, assombrie hélas par la maladie de votre admirable roi, pour lequel je fais mes meilleurs vœux, et la mort du docteur Victor Kuhne, l'un de vos plus ardents amis, victime d'un drame dont personne ne pourra vous rendre responsables, puisqu'il s'agit d'un pauvre fou comme la guerre en a tant produits. Vous partagez notre tristesse à l'occasion de cette mort, car vous avez su l'apprécier beaucoup.

Merci de m'avoir invité, vous connaissez en effet mon ardente affection pour votre peuple; j'ai souffert et lutté avec vous dans la détresse, je suis heureux de prendre ma part de votre joie immense en pensant à la Serbie libérée.

Heureux aussi d'avoir été invité par des étudiants, car j'aime la jeunesse et j'ai à son sujet de grandes espérances: c'est l'avenir de la race et de l'humanité tout entière, et cette fête est une fête de la jeunesse.

Enfin heureux de pouvoir célébrer avec vous votre grand saint, cet admirable héros du commencement du treizième siècle, fils de roi, qui quitta tout et renonça au trône pour pouvoir se consacrer à son peuple: en se retirant d'abord dans un couvent du Mont Athos pour s'y préparer à se donner ensuite tout entier à sa grande œuvre en fondant votre Eglise nationale, dont il devint le premier archevêque, ainsi que des couvents et un grand nombre d'écoles; en apprenant aux paysans à se servir de la charrue et aux femmes à tisser, et surtout en donnant tous ses soins aux enfants. C'est votre Pestalozzi bien avant le nôtre. Bien plus, il sut réconcilier ses frères en lutte, traita de la paix avec l'ennemi et entraînera son père, après son abdication, à travailler avec lui. Aussi comprend-on que son tombeau y soit devenu un lieu de pèlerinage et son nom un signe de ralliement pour votre peuple et que les Turcs irrités aient fait plus tard brûler son corps, dont les cendres sont devenues semences d'enthousiasme patriotique.

Son mot des son enfance était: « Je veux être un maître ». Il l'a été de la vraie manière, mieux que s'il avait été un maître tyrannique comme certain despote caché aujourd'hui en Hollande. Il l'a été en réalisant cette admirable parole de Vinet: « Je veux tout homme maître de lui-même pour être le serviteur de tous ». C'est là la vraie maîtrise, la réelle supériorité: sa discipline pour se donner, se conquérir pour servir en aimant.

A l'exemple du plus grand de tous, Jésus-Christ, qui fut le maître par excellence, puisqu'il sut devenir le serviteur par excellence aussi.

Je forme le vœu que votre peuple libéré obtienne au Congrès de la Paix ses justes revendications pour réaliser sa glorieuse destinée, en se montrant toujours plus digne de son admirable héros du treizième siècle.

## Revue des Balkans

94, Rue Lafayette - PARIS

— 2 —

Abonnement: UN AN, 30 Fr.; Etranger, 50 Fr.

Directeur, Léon SAVADJIAN.

Société Genevoise d'Edit. et d'Impr. — Genève